taire général pour appuyer les efforts des pays dans ce domaine.

Rappelant en outre l'importance accordée aux recensements de population dans le Plan d'action mondial sur la population, qui a été adopté par la Conférence mondiale sur la population tenue en 1974¹⁹ et réaffirmé par la Conférence internationale sur la population tenue en 1984²⁰,

Notant, en particulier, la recommandation 65 adoptée par la Conférence internationale sur la population, priant tous les pays de participer au Programme mondial de recensement de la population et de l'habitation de 1990 afin de faciliter notamment l'évaluation des tendances en matière de population et de développement à tous les niveaux²¹,

Convaincu que des recensements périodiques de la population et de l'habitation, dans la mesure où ils fournissent des renseignements comparables sur l'ensemble d'un pays et sur chacune de ses divisions administratives, constituent l'une des principales sources des données nécessaires pour une planification efficace du développement, pour l'observation des tendances et des politiques démographiques et pour la bonne administration des activités nationales et locales visant à promouvoir l'amélioration des niveaux de vie.

Soulignant que les recensements de la population et de l'habitation devraient fournir des statistiques et des indicateurs utiles pour évaluer la situation de divers groupes spéciaux de population, comme les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les réfugiés et les sans-abri, ainsi que les changements qui interviennent dans cette situation,

Reconnaissant que les recensements de la population et de l'habitation imposent des efforts considérables aux services statistiques et administratifs des pays et qu'un travail préparatoire soigneux est essentiel pour conférer aux activités de recensement le maximum d'utilité et d'efficacité.

Reconnaissant en outre que la méthodologie des recensements progresse constamment et qu'un échange des données d'expérience et des connaissances acquises au niveau national contribuera notablement à la qualité des résultats des recensements et à leur diffusion en temps opportun ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficacité des opérations de recensement.

1. *Recommande* aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de prendre les dispositions voulues pour effectuer des recensements de la population et de l'habitation pendant la période 1985-1994, en tenant compte des recommandations internationales et régionales relatives aux recensements de la population et de l'habitation et en veillant en particulier à publier en temps opportun les résultats des recensements afin que ceux-ci répondent aux besoins nationaux en matière de données;

2. *Prie* les Etats Membres de continuer, en effectuant des recensements de la population et de l'habi-

tion, à fournir des résultats de base à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres organisations intergouvernementales appropriées afin de faciliter l'étude des problèmes mondiaux et régionaux;

3. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'élaboration du Programme mondial de recensement de la population et de l'habitation de 1990 qui sera exécuté pendant la période 1985-1994 et de prendre toutes les dispositions voulues pour aider les Etats Membres intéressés à planifier et à effectuer de meilleurs recensements pendant cette période.

22^e séance plénière
28 mai 1985

1985/9. Travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 468 G (XV) du 15 avril 1953, 645 G (XXIII) du 26 avril 1957, 994 (XXXVI) du 16 décembre 1963, 1110 (XL) du 7 mars 1966, 1488 (XLVIII) du 22 mai 1970, 1744 (LIV) du 4 mai 1973, 1973 (LIX) et 1974 (LIX) du 30 juillet 1975, 2050 (LXII) du 5 mai 1977, 1979/42 du 11 mai 1979, 1981/3 du 4 mai 1981 et 1983/7 du 26 mai 1983.

Notant l'accroissement permanent du volume des marchandises dangereuses entrant dans le commerce international et l'essor rapide de la technologie et de l'innovation.

Gardant présente à l'esprit la nécessité permanente de répondre au souci croissant de protéger les personnes et les biens assurant la sécurité du transport des marchandises dangereuses tout en facilitant les échanges.

Conscient que, en vue d'harmoniser les diverses législations à l'échelon international, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales ainsi que les Etats Membres intéressés, qui se sont engagés à formuler leurs normes et règlements en se fondant sur les recommandations du Comité, font entière confiance aux travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses.

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses au cours de la période biennale 1983-1984²² ainsi que des nouvelles recommandations et recommandations modifiées dont le Comité a approuvé l'inclusion dans ses recommandations existantes²³;

2. *Prie* le Secrétaire général :

a) D'incorporer dans le texte existant des recommandations du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses toutes les nouvelles recommandations et les recommandations modifiées approuvées par le Comité à sa treizième session;

b) De publier les nouvelles recommandations et les recommandations modifiées dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

¹⁹ Rapport de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population, Bucarest, 19-30 août 1974 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.XIII.3), chap. I.

²⁰ Voir Rapport de la Conférence internationale sur la population, 1984, Mexico, 6-14 août 1984 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.XIII.8 et rectificatif).

²¹ *Ibid.*, chap. I, sect. B, par. 33.

²² E/1985/21.

²³ ST/SG/AC.10/10 et Add.1 à 8.

de la manière la plus rentable, avant la fin de 1985 au plus tard;

c) De distribuer immédiatement après publication le texte des nouvelles recommandations et des recommandations modifiées aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organisations internationales concernées;

3. *Invite* tous les gouvernements, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales concernées à faire part au Secrétaire général de leurs observations sur les travaux du Comité accompagnées de commentaires éventuels sur les recommandations modifiées;

4. *Invite* tous les gouvernements intéressés et les organisations internationales concernées à tenir pleinement compte, dans l'élaboration des codes et règlements appropriés, des recommandations du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses;

5. *Recommande*, étant donné l'inquiétude croissante manifestée par de nombreux organismes internationaux et régionaux quant aux problèmes écologiques liés au transport des marchandises dangereuses, notamment des déchets toxiques, de s'inspirer entre autres des recommandations du Comité d'experts lors de l'élaboration des normes de transport destinées à protéger l'environnement;

6. *Prie également* le Secrétaire général de fournir, dans la limite des ressources disponibles, le personnel nécessaire pour assurer efficacement le fonctionnement du Comité d'experts, rappelant que la demande formulée à cet égard par le Conseil dans sa résolution 1983/7 n'a pas encore été suivie d'effet;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général d'établir, comme l'a demandé le Conseil dans sa résolution 1983/7, un rapport d'ensemble, à présenter au Conseil lors de sa seconde session ordinaire de 1986, sur la participation des Etats Membres, en particulier des pays en développement, au Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, en tenant compte notamment du fait qu'il est souhaitable de nommer des observateurs membres à part entière du Comité eu égard à leur participation active à ses travaux pendant une période continue et d'élargir en même temps la base de prise de décisions du Comité en diversifiant la représentation géographique, et de proposer des moyens d'encourager les pays en développement à participer aux futurs travaux du Comité.

22^e séance plénière
28 mai 1985

1985/10. L'administration et les finances publiques aux fins du développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 35/56 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, 36/194 du 17 décembre 1981, relative à la Conférence des Nations Unies sur les

pays les moins avancés, en particulier son paragraphe 3, 34/137 du 14 décembre 1979, relative au rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement, et 35/80 et 39/219 des 5 décembre 1980 et 18 décembre 1984, concernant le rôle du personnel national qualifié dans le développement social et économique des pays en développement,

Rappelant également les résolutions 1978/6, 1978/75, 1980/12 et 1982/44 du Conseil, en date des 4 mai 1978, 8 novembre 1978, 28 avril 1980 et 27 juillet 1982, concernant l'administration et les finances publiques aux fins du développement dans les années 1980, ainsi que les résolutions 1981/45 et 1983/61 des 20 juillet 1981 et 28 juillet 1983, relatives au rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement,

Réaffirmant qu'il importe, aux fins de leur développement économique et social, que les pays en développement disposent de systèmes d'administration publique efficaces et souples,

Réaffirmant également qu'il importe par-dessus tout de développer et de renforcer les possibilités des pays en développement en matière d'administration et de finances publiques, et en particulier d'améliorer le rendement des institutions, du personnel et des politiques qui existent,

Préoccupé par la situation économique critique en Afrique et par la nécessité de fournir d'urgence une assistance accrue aux pays africains, notamment dans les domaines du développement des possibilités institutionnelles, de la capacité de gestion et des ressources financières,

1. *Prend acte* du rapport de la septième Réunion d'experts chargés d'examiner le programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies²⁴, qui s'est tenue à Genève du 17 au 26 octobre 1984, ainsi que du rapport du Secrétaire général sur cette réunion²⁵;

2. *Prend note* des recommandations formulées par la septième Réunion d'experts et prie le Secrétaire général de les transmettre aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour examen et action appropriée au niveau national;

3. *Prie* le Secrétaire général de renforcer encore, compte tenu des recommandations de la septième Réunion d'experts, le rôle de catalyseur du programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies afin d'aider les pays en développement à améliorer leurs systèmes d'administration et de finances publiques aux fins du développement;

4. *Invite* tous les organes, institutions et organismes des Nations Unies et la communauté internationale à tenir compte, lorsqu'ils formulent leurs programmes d'assistance aux pays africains, du Programme d'action en matière d'administration publique pour les pays d'Afrique situés au sud du Sahara proposé par la septième Réunion d'experts²⁶;

5. *Invite* le Programme des Nations Unies pour le développement à garder présente à l'esprit, lorsqu'il

²⁴ E/1985/39/Add.1.

²⁵ E/1985/39.

²⁶ E/1985/39/Add.1, sect. II.